

**PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE**

Direction Régionale et Interdépartementale  
de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France  
Unité Territoriale de Seine-et-Marne

**ARRETE PREFECTORAL n° 2016/DRIEE/UT77/059  
du 10 juin 2016**

**de mise en demeure à l'encontre de la société VENTE-PRIVEE.COM  
pour son site sis ZI de Mitry-Compans, 24-26 rue Denis Papin à Mitry-Mory (77 290)**

**Le Préfet de Seine-et-Marne  
Officier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre National du mérite**

**VU** la partie législative du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, et L. 514-5 ;

**VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**VU** le décret du Président de la République en date du 31 juillet 2014 portant nomination de Monsieur Jean-Luc MARX, Préfet de Seine-et-Marne ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 16/PCAD/033 du 18 mai 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Jérôme GOELLNER, Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France ;

**VU** l'arrêté n° 2016-DRIEE-IdF-196 du 19 mai 2016 portant subdélégation de signature ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 09 DAIDD 1 IC 059 du 25 février 2009 imposant des prescriptions complémentaires à la société SOPHIA GE permettant de mettre à jour l'ensemble des prescriptions applicables à l'établissement et de prendre en compte les améliorations relatives à la sécurité incendie du site de MITRY-MORY ;

**VU** le courrier préfectoral du 15 octobre 2009 prenant acte d'un changement d'exploitant au profit de la société VENTE-PRIVEE.COM pour le site situé à MITRY-MORY ;

**VU** la visite d'inspection réalisée le 24 février 2016 sur le site de la société VENTE-PRIVEE.COM situé à MITRY-MORY ;

**VU** le courrier du 1<sup>er</sup> avril 2016 de l'inspection des installations classées transmettant à la société VENTE-PRIVEE.COM son rapport du 1<sup>er</sup> avril 2016, établi suite à la visite d'inspection du 24 février 2016, proposant à Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne de mettre en demeure la société VENTE-PRIVEE.COM de respecter certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 25 février 2009 susvisé ;

**VU** l'absence d'observations de la société VENTE-PRIVEE.COM dans les délais impartis ;

**CONSIDERANT** que la société VENTE-PRIVEE.COM exploite un entrepôt soumis à autorisation au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sur le site de MITRY-MORY ;

**CONSIDERANT** que les allées et les accès sont encombrés ;

**CONSIDERANT** que la hauteur de stockage n'est pas respectée ;

**CONSIDERANT** que le site ne dispose pas d'une zone réservée au stockage des aérosols ;

**CONSIDERANT** que le non respect de cette prescription représente des enjeux en terme de risque d'incendie ;

**CONSIDERANT** que les installations peuvent présenter de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8-I du code de l'environnement afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**SUR** proposition du Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1<sup>ER</sup> – TITULAIRE DE L'AUTORISATION**

La société VENTE-PRIVE.COM, dont le siège social est situé au 24-26, rue Denis Papin, dans la zone industrielle de Mitry-Compans, à MITRY-MORY (77 290), est mise en demeure pour son établissement situé à la même adresse de respecter, **dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'article 8.1.4.3 (aménagement et organisation du stockage) de l'arrêté préfectoral du 25 février 2009 susvisé :**

*« Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule.*

*Le stockage est effectué de manière que toutes les issues, escaliers, etc. soient largement dégagés. Les marchandises entreposées en vrac sont séparées des autres produits par un espace minimum de trois mètres sur le ou les côtés ouverts.*

*Les matières conditionnées en masse (sac, palette, etc.) forment des îlots limités de la façon suivante :*

*1°) surface maximale des îlots au sol : 500 m<sup>2</sup> à l'exception des îlots de palettes d'eau minérale en bouteilles où 1000 m<sup>2</sup> est acceptable ;*

*2°) hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;*

*3°) distance entre deux îlots : 2 mètres minimum ;*

*4°) espaces entre blocs et parois : 0,80 mètre ;*

*5°) une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des îlots et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage. Cette distance doit respecter la distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe.*

*Concernant les matières stockées en rayonnage ou en palettier, les dispositions des 1°), 2°), 3°) et 4°) ne s'appliquent pas lorsqu'il y a présence de système d'extinction automatique. Ce sont les règles de conformité relatives au système d'extinction automatique qui s'imposent alors. Les dispositions 5°) est applicable dans tous les cas.*

*La hauteur de stockage des aérosols est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.*

*De plus, les aérosols (mélange liquides inflammables/gaz inflammables liquéfiés), seuls matières dangereuses autorisées dans l'entrepôt, doivent être stockés dans des cellules particulières. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et doivent faire l'objet d'aménagements spécifiques destinés à adapter les moyens de prévention et de protection aux risques liés aux aérosols. »*

## **ARTICLE 2 – SANCTIONS**

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

## **ARTICLE 3 – FRAIS**

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

## **ARTICLE 4 – INFORMATION DES TIERS**

Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de MITRY-MORY et peut y être consultée.

Une copie du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles la société VENTE-PRIVEE.COM est soumise, est affichée en mairie de MITRY-MORY pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est adressé à la Préfecture (Direction de la Coordination des Services de l'État) par les soins du maire.

Une copie du présent arrêté est publiée sur le site Internet de la Préfecture pour une durée identique.

Une copie du présent arrêté est affichée en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire.

## **ARTICLE 5 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS (ARTICLES L. 514-6 et R. 514-3-1 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT)**

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le Tribunal Administratif de Melun, 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 MELUN, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

## **ARTICLE 6 – EXECUTION**

- Le Secrétaire Général de la Préfecture,
- Le Sous-Préfet de MEAUX,
- Le Maire de MITRY-MORY,
- Le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France à PARIS,
- Le Chef de l'Unité Territoriale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France à SAVIGNY-LE-TEMPLE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera notifiée à la société VENTE-PRIVEE.COM, sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 10 juin 2016,

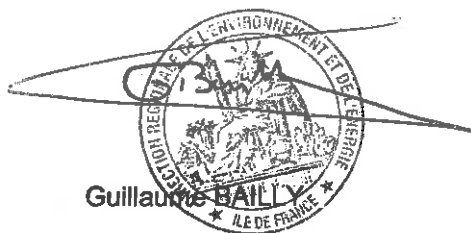
Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur et par délégation,  
Le Chef de l'Unité Territoriale  
Seine-et-Marne,

*Signé*

Guillaume BAILLY

Pour ampliation

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur et par délégation,  
Le Chef de l'unité territoriale  
de Seine-et-Marne,



#### DESTINATAIRES :

- La société VENTE-PRIVEE.COM,
- Le Préfet de Seine-et-Marne (SIDPC),
- Le Préfet de Seine-et-Marne (DCSE),
- Le Sous-Préfet de MEAUX,
- Le Maire de MITRY-MORY,
- Le Délégué Territorial de l'Agence Régionale de Santé,
- Le Directeur Départemental des Territoires (SEPR),
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- Le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France à PARIS,
- Le Chef de l'Unité Territoriale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France à SAVIGNY-LE-TEMPLE.